



## A LA UNE

### Journée mondiale des donneurs de sang le 14 juin 2023

Durant tout le mois de juin, l'établissement français du sang (EFS) multiplie les points de collecte : parvis de l'Hôtel de Ville de Paris, musées, salles de concert, entreprises ainsi qu'au ministère de l'Intérieur et des Outre-mer où 3 collectes sont prévues en administration centrale d'ici la fin juin 2023.



Les préfetures contribuent également à cet élan de générosité, comme par exemple la préfeture de la Seine-Saint-Denis le 9 mai ou celle des Ardennes le 12 mai.

Les collectes de sang ont été relancées en janvier 2022 au sein de nombreux services du ministère et se poursuivent sur site ou lors de déplacement commun à la maison du don la plus proche.

Ces opérations permettent aux agents, donneurs habituels, de gagner du temps dans leur démarche de don, et aux primo-donneurs de franchir le pas. L'EFS peut ainsi mobiliser ses personnels de façon optimale pour un gain précieux en nombre de poches de sang prélevées.

#### 4 chiffres clés du don de sang

Chaque année, **1 million** de malades sont soignés.

**1 heure** de votre temps suffit à sauver 3 vies !

Chaque jour, l'EFS a besoin de **10 000 dons**.

Vous pouvez donner toutes les **8 semaines**.



Collecte de sang à la préfeture des Ardennes.

**Vous ne savez pas si vous pouvez donner ?** Faites le test :

<https://dondesang.efs.sante.fr/quiz>

#### Où donner ?

• **Mardi 13 juin 2023** de 12 h 00 à 17 h 00 à **Lognes** (Hall de l'auditorium au rez-de-chaussée) :

[Prendre rendez-vous en ligne](#) - Mot de passe : **105011**

• **Mardi 20 juin 2023** de 12 h 00 à 17 h 00 à **Garance** (salle rez-de-jardin O-G-J 661) :

[Prendre rendez-vous en ligne](#) - Mot de passe : **109973**

Vous n'êtes pas disponible à ces dates, prenez rendez-vous sur le point de collecte le plus près de chez vous :

<https://dondesang.efs.sante.fr/trouver-une-collecte>

**Derniers conseils pour le jour J :** pensez à vous munir de votre pièce d'identité, ne venez pas à jeun, il est important de bien s'hydrater et de manger avant un don, enfin prévoyez une heure pour un don en toute sérénité.



Collecte de sang sur le site Lumière (Paris 12<sup>e</sup>).



Collecte de sang à la préfeture de Seine-Saint-Denis.



## La mise en place du volet « santé » de la protection sociale complémentaire reportée d'un an

La direction générale de l'administration et de la fonction publique a annoncé que l'entrée en vigueur des premiers contrats collectifs en santé était reportée au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Le MIOM continuera par conséquent, à titre transitoire, à allouer à ses agents, 15 € par mois au titre de la complémentaire santé.

Pour mémoire, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le ministère verse 15 € forfaitaires chaque mois aux agents éligibles qui en font la demande et qui adhèrent à un contrat solidaire et responsable. Le versement est rétroactif. Si vous n'en bénéficiez pas encore, retrouver la procédure à suivre sur le site Intranet de l'action sociale : [Protection sociale complémentaire \(PSC\)](#)



## La M2RP partage son expérience du partenariat, au sein du réseau des conseillers mobilité carrière (CMC) Auvergne-Rhône-Alpes (ARA) !

Une rencontre portant sur le thème « **Acteurs de l'accompagnement de la fonction publique et du secteur privé : mieux se connaître** » s'est tenue le 31 mars dernier.

La journée a été programmée par Thérèse Riggi, coordinatrice du réseau des conseillers et conseillères en évolution professionnelle, réseau du secteur public en Auvergne-Rhône-Alpes.

Plus de 40 conseillers mobilités carrière du réseau CMC ARA ont participé à cette rencontre au sein du rectorat de Lyon. Le réseau CMC ARA, réseau régional interministériel, regroupe les conseillers mobilités carrière de la fonction publique et porte sur le partage de pratiques, l'acculturation et la professionnalisation de ses acteurs.

Ce réseau est porté par la plateforme régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines au sein du Secrétariat général pour les affaires régionales à la Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.



La mission de reconversion et de réorientation de la Police a été aux commandes de la matinée abordée sous l'angle « **Plus-value et enjeux d'une démarche partenariale public-privé** ».

Aussi, la M2RP a-t-elle fait le choix de proposer et d'animer deux temps forts.

Un premier temps collectif sous forme de table ronde aux côtés de 5 de ses partenaires (Pôle Emploi, APEC, Cap Emploi, CIBC et Envie d'R), puis un second temps, en face à face, lors d'un atelier participatif pour l'ensemble des conseillers et intervenants.

Lors de la table ronde, les échanges se sont fait autour de trois mots clefs :

- **Accompagner**- porter à la connaissance- Quelles offres et pratiques d'accompagnement et comment faire avec un agent de la Fonction Publique ?
- **Échanger**- au cœur de la démarche partenariale- Quelles pratiques et démarches partenariales sont mises en œuvre ?
- **Rencontrer**- action de facilitation- Quelles actions pour faciliter et mettre en relation des profils et des offres ?

L'atelier qui s'est ensuite tenu a suscité l'émergence de nombreuses réflexions entre CMC du réseau et partenaires extérieurs.

Ces échanges étaient destinés à identifier les démarches partenariales pour le collectif et chacune des structures. Les débats se sont faits autour des ressources susceptibles d'être apportées par chacun mais également concernant les besoins identifiés.

La M2RP est fière de pouvoir participer activement au réseau et être source d'inspiration pour les autres membres du réseau.

Site Intranet de la DRCPN : <http://drcpn.minint.fr/index.php/action-sociale-et-accompagnement-du-personnel>



### A l'Aube d'un parcours de santé pour les agents

Le Secrétariat général commun départemental (SGCD) de l'Aube a été lauréat de l'appel à projet exceptionnel « activités physiques et sportives (APS) en milieu professionnel », lié à l'appel à projets FIACT 2023 (Fonds interministériel pour l'amélioration des conditions de travail).

L'appel à projet est intitulé « A l'Aube d'un parcours de santé pour les agents » au bénéfice de tous les agents du périmètre de l'administration territoriale de l'État (ATE) exerçant en préfecture, en sous-préfectures, en SGCD, en direction départementale des territoires (DDT) et en direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP), soit 370 agents.

#### Ce projet comprend 4 axes :

**1** – Une expertise d'une ergothérapeute, Camille Maitre, à raison d'une demi-journée par site, accompagnée d'une réunion d'échange avec les agents et de la visite de tous les bureaux.

**2** – Suite à la restitution et aux préconisations de l'ergothérapeute, un panier de petits équipements individuels tels que mini-pédaliers, mini-exerciceurs, assises dynamiques... sera acheté à concurrence de 125 € par panier pour 50 % des effectifs de chaque service. Ceux-ci seront stockés au plus près des agents et distribués selon un calendrier de réservation. Ces petits équipements pourront se positionner sous le bureau et permettre de continuer ses missions tout en s'exerçant.

**3** – Une campagne d'affichage « exercices pour se muscler au bureau ou en télétravail » sera réalisée ainsi qu'un envoi par mail d'un « flash santé sécurité au travail (SST) » régulier avec un rappel des bonnes pratiques d'ergonomie au bureau.

**4** – L'intervention d'un coach sportif à minima 3 fois dans l'année sur des pratiques « douces » tels que yoga, pilates, relaxation... Ces cours seront dispensés en salle de réunion équipée de visioconférence pour permettre aux agents hors site de suivre le cours en distanciel.

Fin mai 2023, la phase 1 a débuté et Camille Maitre a effectué son tour des services. Les agents sont étonnés de la démarche innovante dans la Fonction publique.

Certains sont très enthousiastes, d'autres dubitatifs et d'autres réfractaires. Mais tous les agents rencontrés apprécient cette volonté de l'administration de lutter contre la sédentarité.

Grâce au 41 % de répondants au sondage réalisé auprès des agents lors du mois de mai, la mise à disposition des activités physiques va être affinée. En effet, les agents sont davantage demandeurs de cours collectifs (83 %) que de petits équipements. Pour 42 %, le télétravail a amélioré leurs conditions de travail. Mais, leurs réponses ont également donné des pistes de réflexion en santé et sécurité au travail notamment sur la prise en compte des risques professionnels. Les agents sont demandeurs de plus d'informations, de sensibilisations, des communications plus courtes mais plus régulières.

Citation d'Arthur Ashe « Commence où tu es. Utilise ce que tu as. Fais ce que tu peux. »

Au 1<sup>er</sup> épisode de l'aventure physique et sportive : nul doute que la dynamique impulsée dans l'Aube va se poursuivre dans les prochains mois !

**Contact : Marianne Lemée**, directrice adjointe, référente de proximité (DDETSPP) et référente départementale égalité-diversité à la préfecture de l'Aube – Mél. [sgc-direction@aube.gouv.fr](mailto:sgc-direction@aube.gouv.fr)



### Sensibilisation à la sécurité routière dans le Bas-Rhin

Dans le cadre de la semaine de la sécurité routière du 22 au 26 mai, la direction départementale de la sécurité publique (DDSP 67) a organisé des événements de sensibilisation pour tous les agents.

Toute la semaine, des informations et des animations ont été proposées sur les thèmes du vélo, de la conduite, des deux-roues :

• **Mardi 23 mai**, l'association « Vélo station » est venue animer un atelier d'auto-réparation de vélos pour proposer aux agents de venir vérifier l'état de leurs vélos et les réparer si besoin.

• **Mercredi 24 mai**, la GMF est venue proposer deux activités : un quiz sur le thème du code de la route, et une animation avec un casque de réalité virtuelle proposant des modules sur les différents distracteurs.

**Contact : Karima Tohami**, conseiller de prévention et référent handicap au service gestion opérationnelle à la direction départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin – Mél. [ddsp67-prevention@interieur.gouv.fr](mailto:ddsp67-prevention@interieur.gouv.fr)





## Action de sécurité routière à la préfecture de la Savoie

Chaque année en France, environ 15 % des tués sur la route effectuent un trajet en lien avec le travail (déplacement professionnel ou trajet domicile-travail).

Dans le cadre de la semaine nationale de la sécurité routière au travail, le bureau de la sécurité routière, de la police des réseaux routiers et du droit à conduire de la préfecture de la Savoie a souhaité proposer une action de sensibilisation sur ce thème à l'ensemble des collègues.



Trois agents ont été mobilisés, ainsi qu'un intervenant départemental de sécurité routière.

Cette opération portait principalement sur l'importance du port de la ceinture et la nécessité de modérer sa vitesse pour réduire le risque de blessures graves.

C'est ainsi qu'une cinquantaine d'agents ont pu prendre place dans un « Testochoc » (simulateur permettant de ressentir les effets d'un choc frontal), puis échanger quelques minutes sur ces thématiques avec l'intervenant départemental de sécurité routière.

Les agents de la préfecture ont fait part de leur intérêt pour cette action, et pour que d'autres thématiques soient proposées à l'avenir.

**Contact : Isabelle Dupasquier**, cheffe du bureau de la sécurité routière, de la police des réseaux routiers et du droit à conduire de la préfecture de la Savoie – Mél. [isabelle.dupasquier@savoie.gouv.fr](mailto:isabelle.dupasquier@savoie.gouv.fr)

## Traditionnel repas des actifs et des retraités du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer du département de l'Indre

Le 13 mai 2023, un repas était organisé au restaurant de la Guinguette à Châteauroux afin de réunir les actifs et retraités du personnel de la préfecture, des sous-préfectures, du SGCD, de la DDSP et du Commandement du soutien opérationnel de la Gendarmerie nationale du département de l'Indre.

Si la météo n'a pas permis le déjeuner en extérieur pour profiter du magnifique cadre de ce restaurant, la bonne humeur des participants était, quant à elle, au rendez-vous. Les convives ont pleinement fêté ces retrouvailles et ont tenu à remercier et féliciter le personnel du restaurant pour la qualité du repas et du service.

Nadine Chaïb, Secrétaire générale de la préfecture de l'Indre a salué individuellement les personnes présentes et cet échange fut grandement apprécié de tous. Merci à tous !



**Contact : Emmanuelle Fouquet, Sophie Reichmuth et Noémie Buizza**, chargées de l'action sociale au Secrétariat général commun départemental de l'Indre.

## Un forum du logement en mai dernier à la préfecture du Val-de-Marne

Le crédit social des fonctionnaires (CSF) en partenariat avec le service départemental d'action sociale de la préfecture du Val-de-Marne a organisé un forum « Logement » le mardi 23 mai 2023 sur le site de la préfecture.

Les agents ont pu bénéficier de nombreux conseils par les organisateurs présents – l'association CSF ainsi que les partenaires Maison Pierre et Groupe Valophis – sur la location d'un logement, l'achat ou la revente d'un bien immobilier, l'investissement dans l'immobilier et la découverte du Prêt à taux zéro du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

Ce forum a rencontré un vif succès.

**Contact : Laetitia Maupied**, cheffe du service départemental de l'action sociale à la préfecture du Val-de-Marne [94] – Mél. [laetitia.maupied@val-de-marne.gouv.fr](mailto:laetitia.maupied@val-de-marne.gouv.fr)





## FAMILLE

# Où trouver de l'aide pour les aidants ?

## Qui sont les aidants ?

La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement définit la notion de « proche aidant » d'une personne âgée en perte d'autonomie qui lui apporte son aide pour une partie ou la totalité des actes de la vie quotidienne de manière régulière et fréquente, et à titre non professionnel, en l'élargissant à l'entourage. Il s'agit :

- du conjoint,
- du partenaire avec qui la personne âgée en perte d'autonomie a conclu un pacte civil de solidarité ou son concubin,
- d'un parent,
- d'un allié ou d'une personne résidant avec elle ou entretenant avec elle des liens étroits et stables comme un voisin ou un ami.



Les proches aidants d'une personne âgée peuvent se référer au site [pour-les-personnes-agees.gouv.fr](http://pour-les-personnes-agees.gouv.fr)

Et pour pouvoir souffler, un outil de référence : [le guide Besoin de répit avec 17 fiches-repère](#), ce guide présente quelques formes de répit existantes, qu'il s'agisse de dispositifs nationaux ou d'initiatives locales exemplaires, illustrées par des exemples concrets. Le but : proposer une information claire et précise à l'attention des aidants, afin de leur permettre de s'occuper de soi et de faire face aux impératifs de la vie quotidienne : obligations sociales, professionnelles, urgences...

Les aidants de personnes en situation de handicap peuvent accéder à des informations les concernant sur le site officiel : [monparcours handicap.gouv.fr](http://monparcours handicap.gouv.fr)

Pour en savoir plus sur l'ensemble des aides détaillées :

[Aidant familial, proche aidant : quelles définitions et quelles aides ?](#)

[Les aidants et les proches](#)

[Focus sur les aides interministérielles : accompagner les agents publics dans leurs rôles de parents et d'aidants](#)



## SANTÉ

# Journées prévention santé (JPS Police)

La DRCPN/SDPAS organise, au cours du mois de juin 2023, des journées prévention santé (JPS Police) en partenariat avec les mutuelles Intérieure et MGP et avec la collaboration de la Fédération sportive de la police nationale (FSPN) sur les sites suivants :

- **Jeudi 8 juin** dans les locaux de la DTPJ Marseille ;
- **Jeudi 15 juin** au sein de la DDSP d'Albi ;
- **Jeudi 29 juin** dans les locaux de la DDSP de Tulle.

Au programme de ces journées, des animations et des ateliers sont mis en place pour apporter des conseils avisés aux personnels de la police nationale sur les thématiques de la santé, de l'ergonomie au travail, de l'évaluation de la condition physique, de l'alimentation, de la gestion du stress ou encore sur la conduite d'urgence et préventive. Des ateliers d'auto-massage sont également mis en place cette année pour la première fois.

Un module destiné aux travailleurs de nuit est également programmé la veille de la JPS sur les sites suivants :

- **Mercredi 14 juin** dans les locaux de la DDSP d'Albi ;
- **Mercredi 28 juin** au sein de la DDSP de Tulle.

Les fonctionnaires de police pourront bénéficier des recommandations d'un professionnel sur le sommeil, la nutrition et les troubles musculo-squelettiques. Des conseils sont prodigués visant à mieux récupérer en adaptant les cycles de repos et de sommeil.

> Si vous souhaitez organiser une JPS, vous pouvez contacter le pôle partenariats de la DRCPN aux numéros suivants :

**01 80 15 48 49** ou **01 80 15 46 81**.



**Tous les agents relevant du périmètre SG (dont ceux des DDI),** peuvent bénéficier des JPS prévues par l'accord cadre 2021/2023 signé entre le SG et les mutuelles Intérieure et MGP.

Les préfectures intéressées par une JPS peuvent contacter le BPPS auprès de Romaric Bolzan : [romaric.bolzan@interieur.gouv.fr](mailto:romaric.bolzan@interieur.gouv.fr) ou Catherine Bonneau : [catherine.bonneau@interieur.gouv.fr](mailto:catherine.bonneau@interieur.gouv.fr)

# DTPN de la Martinique : dépistage de l'insuffisance rénale

La Martinique est le 2<sup>e</sup> département français le plus touché par le diabète ; 10,5 % des martiniquais en sont atteints.

Du 23 au 26 mai 2023, la direction territoriale de la Police nationale de Martinique (DTPN972), en partenariat avec l'Urops (gestionnaire risques et prévention obligatoire des agents de la Fonction publique), a proposé à ses agents un parcours de dépistage sur cette thématique en milieu professionnel.

Ces journées de sensibilisation auront également permis la mesure de leur tension artérielle et de leur indice de masse corporelle, ainsi qu'un rappel sur les bonnes habitudes alimentaires et les bénéfices de l'activité physique sur la santé.

Au total, 224 agents y ont participé et le taux de satisfaction est de 100 % !

**Contact : Isabelle Pharose**, conseillère de prévention de la direction territoriale de la Police nationale de Martinique (972).

Mél : [dtpn972-prevention@interieur.gouv.fr](mailto:dtpn972-prevention@interieur.gouv.fr)



RETRAITE

## L'allocation temporaire d'invalidité (ATI)

L'allocation temporaire d'invalidité est une prestation versée au fonctionnaire qui justifie d'une invalidité résultant d'un accident de service, de trajet, ou d'une maladie professionnelle.

### Les conditions à remplir pour bénéficier d'une ATI

- avoir un taux d'incapacité d'au moins 10 % suite à un accident de service,
- ou être atteint d'une maladie professionnelle inscrite au tableau des maladies professionnelles de la sécurité sociale (taux d'incapacité au moins égal à 1 %),
- ou être atteint d'une maladie professionnelle non inscrite au tableau de la sécurité sociale, mais résultant de votre travail habituel et ayant entraîné une invalidité d'au moins 25 %.
- présenter des séquelles consolidées (moment où l'état de santé n'est pas susceptible d'amélioration et où il est possible de fixer un taux d'invalidité),
- être reconnu apte à l'exercice de ses fonctions et avoir repris son travail,
- avoir demandé une ATI dans les délais réglementaires (voir ci-dessous).

### Comment demander une ATI ?

Vous devez demander l'ATI auprès de votre bureau du personnel dans l'année qui suit la date de consolidation de votre blessure ou de votre état de santé et de la reprise de votre travail (double condition).

L'administration analysera votre dossier et déterminera si vous pouvez prétendre à l'ATI. Dans ce cadre, vous devrez passer des visites médicales auprès de médecins agréés.

Le conseil médical en formation plénière doit ensuite se prononcer sous forme d'avis formulé au vu des expertises médicales.

Le bureau des pensions et allocations d'invalidité (BPAI) est alors saisi par votre bureau du personnel. Il détermine, au vu des pièces du dossier, si vous avez droit à ATI et dans ce cas, envoie une proposition d'ATI au service des retraites de l'État (SRE) qui prend la décision de vous attribuer ou non une ATI.

### Versement de l'ATI

L'ATI est attribuée pour une durée de cinq années à partir de la date de consolidation ou de la reprise des fonctions.

A l'issue des 5 ans, vos droits à ATI sont réexaminés selon la même procédure (expertises médicales, réunion du conseil médical). Soit vous conservez votre ATI, au même taux ou au taux révisé, sans limitation de durée, soit votre ATI est supprimée si votre taux d'incapacité est inférieur à 10 %.

En cas d'aggravation des séquelles, et si vous êtes toujours en activité, vous pouvez demander un nouvel examen de vos droits au plus tôt cinq ans après la révision quinquennale.

L'ATI est calculée en fonction de votre taux d'invalidité et du traitement brut mensuel de l'indice majoré 245 (1 188 €). Par exemple, une ATI au taux de 10 % est égale à 118,80 € versés mensuellement.



L'ATI n'est pas imposable et n'est pas réversible en cas de décès.

En cas de nouvel accident ouvrant droit à ATI, l'ensemble des séquelles (accident(s) antérieur(s) et nouvel accident) sont évaluées à la date de consolidation du dernier accident, afin de déterminer votre droit à ATI.

En cas de départ à la retraite au cours des cinq premières années de versement de l'ATI, vos droits à ATI sont réexaminés à la date de votre radiation des cadres, de façon définitive.

Site Intranet de l'action sociale :

<http://actionsociale.interieur.ader.gouv.fr/index.php/retraite>





## Bien choisir son auto-école : les écoles de conduite labellisées

Face au nombre important d'auto-écoles et au difficile choix à faire, le site de la direction de la sécurité routière donne les clés. Le label « Ecole de conduite qualité » délivré par l'État est là pour vous aider.

Ce label est attribué par l'État aux écoles de conduite ou aux écoles associatives qui en font la demande pour une durée de trois ans. L'analyse de 23 critères garantit que l'école dispense des formations de qualité et diffuse une information claire et précise.

Le choix d'une école labellisée offre les engagements suivants :

- Des offres et des tarifs transparents.
- Une équipe pédagogique qualifiée et des formations de qualité.
- Un accompagnement personnalisé.
- Une école évaluée par ses élèves.
- Une sécurité financière.

Pour aller plus loin :

Site de la sécurité routière :

[Bien choisir son école](#)

[Les écoles de conduite labellisées](#)



## Surveillance et lutte contre le moustique tigre entre mai et novembre

Désormais implanté dans 71 départements, et principalement actif entre mai et novembre, le moustique tigre (*Aedes albopictus*), originaire des forêts tropicales d'Asie du Sud-Est, s'est adapté au milieu urbain en profitant d'une multitude de récipients dans lesquels il peut pondre ses œufs. Cette espèce est très invasive et peut être vectrice de maladies comme la dengue, le chikungunya et le Zika. Grâce au site « Signalement Moustique », vous pouvez participer à sa surveillance.

Consultez la [carte](#) des départements.

**À noter :** un portail spécifique a été mis en place pour signaler la présence du moustique tigre sur le territoire français : [signalement-moustique](#).

Pour tout signalement, vous devrez vous munir d'une photo d'un moustique tigre ou d'un spécimen permettant son identification, et répondre à trois questions concernant les caractéristiques du moustique signalé.

### Les caractéristiques du moustique tigre

Le moustique tigre se distingue des autres moustiques :

- il est diurne : il pique le jour (principalement le soir et le matin) ;
- il est silencieux ;
- il est de très petite taille : moins de 0,5 cm (plus petit qu'une pièce de 1 centime d'euro) ;
- ses pattes postérieures sont noires et possèdent cinq anneaux d'écailles

blanches. La partie dorsale du thorax est couverte d'écailles noires. Au milieu se trouve une ligne droite médiane bien visible d'écailles blanches ;

- il est exophile, ce qui signifie qu'il vit principalement à l'extérieur, mais il peut néanmoins rentrer dans les maisons.

### Quelques conseils pratiques pour éviter sa prolifération

La femelle du moustique pond dans des réservoirs d'eau artificiels. Chaque ponte peut être constituée de plusieurs centaines d'œufs. Il convient donc d'éviter de laisser à disposition des lieux de ponte :

- vider régulièrement ou supprimer les coupelles sous les pots de fleurs, vases, ou les remplir de sable afin de conserver l'humidité sans qu'il y ait d'eau stagnante ;
- ranger vos récipients divers de jardinage ou de jeux à l'abri de la pluie ;
- recouvrir les bidons de récupération d'eau à l'aide d'un filet moustiquaire ou d'un tissu ;
- curer les gouttières pour faciliter le bon écoulement des eaux.



**Attention :** il faut que ces gestes soient réalisés par tout le monde. Il suffit qu'un seul de vos voisins ne suive pas ces recommandations pour que les moustiques reviennent.

### Se protéger

Quand vous êtes à l'extérieur :

- porter des vêtements longs, amples et clairs ;
- utiliser des répulsifs cutanés et des moustiquaires.

### Comment savoir si j'ai été piqué par un moustique tigre ?

La première caractéristique de la piqûre du moustique tigre est une sensation de démangeaison arrivant très rapidement, et s'intensifiant pendant plusieurs minutes après la piqûre. Ensuite se forme un bouton ressemblant à une cloque un peu plate, comme une ampoule, de 5 millimètres à 2 centimètres de diamètre, un peu plus claire que la couleur de la peau, avec un halo rouge pouvant s'élargir selon les réactions personnelles. Le bouton est généralement dur, chaud et douloureux.

La piqûre du moustique tigre gratte donc quasiment instantanément puis les démangeaisons disparaissent. Elles peuvent néanmoins réapparaître pendant plusieurs jours en cas de variation de température (après une douche par exemple).

Pour en savoir plus :

Source [Service-Public.fr](#)

# Nouvelles arnaques par SMS : les reconnaître et les éviter !

Carte vitale, vignette Crit'air, livraison de colis... Depuis quelques temps, les arnaques par SMS ou par mail se multiplient ! Ces tentatives d'escroqueries sur Internet appelées « hameçonnage » (ou phishing en anglais) n'ont qu'un seul but : récupérer un maximum de vos données personnelles et bancaires.

Au moment où THÉSÉE, la plateforme en ligne de la Police nationale dédiée aux escroqueries sur Internet, souffle sa première bougie avec près de 85 000 plaintes et signalements, on fait le point sur les arnaques les plus récentes et on vous explique comment les éviter !

Comme beaucoup de Français, il est probable que vous ayez reçu un de ces SMS provenant de cybercriminels.

Le procédé est souvent le même, que ce soit un colis à récupérer ou un mot de passe à changer. Leur objectif est de vous amener à cliquer sur un lien qui récupérera vos données personnelles. Désormais, les escrocs se font passer pour des sites administratifs et usurpent aussi l'identité de certains services publics.

## Le SMS qui vous réclame le paiement d'une contravention

Dans une arnaque récente, les escrocs se font passer pour l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI). Le SMS prétexte que le destinataire a un « retard de paiement d'une amende ». Le message est suivi d'un lien amenant vers un site frauduleux comme « amendes-gouv.org », « dossier-antai-gouv.info »...

L'ANTAI rappelle que tout SMS pour un paiement immédiat ne peut être transmis qu'en présence d'un agent des forces de l'ordre et qu'il n'existe qu'un seul site pour régler ses contraventions : [amendes.gouv.fr](http://amendes.gouv.fr)

## Le SMS qui vous propose de bénéficier de l'indemnité carburant

L'escroc envoie un message qui suggère de cliquer sur un lien pour réclamer ce coup de pouce de 100 euros. En réalité les arnaqueurs usurpent l'identité de la direction générale des finances publiques (DGFiP).

La DGFiP rappelle que le seul moyen d'obtenir cette aide est de se rendre sur le site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), de remplir le formulaire soi-même en entrant son numéro fiscal et celui de sa plaque

d'immatriculation et de certifier par une « déclaration sur l'honneur ».

La DGFiP n'envoie jamais de SMS pour faire la promotion de l'indemnité carburant.

## Le SMS qui vous propose d'acheter la Vignette Crit'air

Cette vignette à coller sur son pare-brise est obligatoire si vous circulez dans des zones à faibles émissions mobilités (ZFE) ou lors d'un pic de pollution en cas de mise en œuvre de la circulation différenciée. Son prix est de 3,72 euros. Pour l'obtenir il suffit de se connecter au site unique et officiel : [certificat-air.gouv.fr](http://certificat-air.gouv.fr)

Ni le site officiel Crit'Air du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion, ni le Gouvernement, ni les préfectures n'envoient de messages par SMS aux usagers pour acheter ces vignettes.

## Alors, comment reconnaître une arnaque ?

Les arnaques sont de plus en plus difficiles à repérer : pas de faute d'orthographe, un site Internet très proche du vrai, qui empruntent les codes visuels du gouvernement... Les faux sites imitent désormais à la perfection n'importe quel service grand public !

La seule différence facile à identifier réside dans l'adresse du lien (url) : elle n'est pas conforme à celle du véritable site officiel. Ainsi, tout site de ministère ne finissant pas par « gov.fr » doit vous mettre la puce à l'oreille. Vous pouvez également vérifier la mention « https » dans l'adresse du site.

## 3 conseils à retenir

- Avant de réaliser le moindre paiement pour une démarche administrative, **vérifiez l'identité du site et ses mentions légales** ;

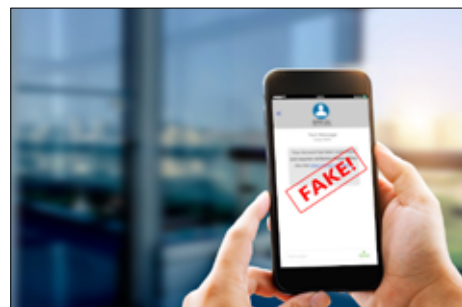
- **Ne communiquez jamais d'informations sensibles par messagerie ou téléphone.**

Aucune administration ne vous demandera vos données bancaires ou vos mots de passe par message électronique ou par téléphone ;

- **Ne cliquez jamais sur les liens proposés** : vous pouvez transmettre vos informations personnelles, bancaires.

## Que faire si vous êtes victime d'une cybermalveillance à caractère financier ?

Vous pouvez déposer plainte via la plateforme en ligne de la Police nationale THÉSÉE\* accessible depuis le site [Masécurité](http://Masécurité) ou vous rendre dans un commissariat ou une brigade de gendarmerie.



[La brigade numérique de la Gendarmerie nationale](#) peut également vous apporter une assistance en ligne 24h /24 dans vos démarches.

## Vous souhaitez signaler une arnaque sur Internet ?

Vous pouvez signaler un SMS frauduleux en transférant le message au numéro **33700**, la plateforme de signalement des spams vocaux et SMS.

Vous pouvez contacter la plateforme téléphonique Info Escroqueries au **0 805 805 817** (appel gratuit depuis la France) du lundi au vendredi de 9 h 00 à 18 h 30. Vous pouvez aussi alerter la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) qui sanctionne les manquements ou infractions au droit de la consommation, et signaler un abus sur leur site Internet [Signal Conso](#) (rubrique « Démarches administratives »).

Pour se tenir informé, rendez-vous sur la plateforme nationale : [cybermalveillance.gouv.fr](http://cybermalveillance.gouv.fr) dédiée à l'assistance et à la prévention du risque numérique : elle procure des informations sur les menaces numériques et les moyens de s'en protéger !

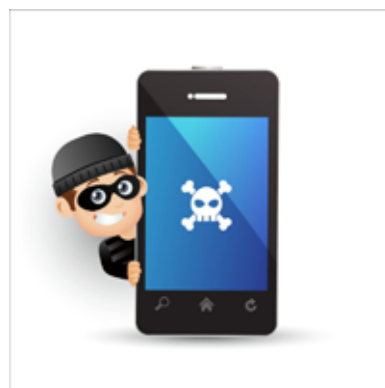
## Pour en savoir plus :

[Dossier de presse sur l'application grand public : Ma sécurité](#)

Site du service public : [l'application permet de chatter avec un policier ou un gendarme](#)

Site Intranet du MIOM : <http://intranet.mi>

Cet article est issu de l'infolettre « Ensemble@interieur n°39 » diffusée en mars dernier (cf article Intranet MIOM).



\* Le bilan de cette plateforme est positif et en démontre l'efficacité : en seulement 1 an, les 31 cyberenquêteurs de la plateforme ont traité 84 957 déclarations (plaintes et signalements).



## Du côté de la FJM...

### Kinougarde

Une solution de garde pour améliorer la qualité de vie au travail : sortie de crèche, sortie d'école, mercredi, samedi, vacances...

Chez Kinougarde, la sécurité, le bien-être et l'éveil de votre enfant sont notre priorité :

- Cotisation offerte au lieu de 96 €.
- Aides CAF/MSA et 50 % de crédit d'impôt.
- CESU préfinancé accepté.

**Besoin d'une nounou ?** Rendez-vous sur votre site partenariat : [www.kinougarde.com/fondationjeanmoulin](http://www.kinougarde.com/fondationjeanmoulin)

Appelez votre conseiller partenariat au **01 56 58 58 62**.



### Azureva

**Ouverture de l'Offre Ushuaia valable jusqu'au 25 août 2023 inclus...**

Réservation Séjour entre le 4 juin et le 24 septembre 2023.

- > **Offre famille** : séjour gratuit pour enfants -12 ans (dans la limite de 3). Séjour 8 jours et 7 nuits minimum en demi-pension ou pension complète - Code promo : **USHUAIAP**
- > **Offre location** : -15 % séjour 8 jours et 7 nuits minimum en location - Code promo : **USHUAIAL**

## Du côté de l'ANAS...

### Bientôt les beaux jours, vous cherchez où partir...

L'Association nationale d'action sociale (ANAS) permet à tous les personnels du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, agents actifs ou retraités, de bénéficier d'offres de séjour dans ses centres de vacances.

Profitez de tarifs avantageux et de la subvention interministérielle\* pour découvrir les centres de vacances ANAS, implantés dans de belles régions françaises. Ces destinations vous permettront de vous ressourcer, de profiter du climat et des paysages.

Les équipes vous attendent dans une ambiance familiale et conviviale, alors n'attendez plus, faites votre choix parmi les destinations.

\*Subventions interministérielles calculées en fonction du quotient familial.

Renseignements : [reservation@anas.asso.fr](mailto:reservation@anas.asso.fr)

Catalogue et tarifs 2023 en ligne sur [www.anas.asso.fr](http://www.anas.asso.fr)

Facebook : [ANAS du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer](https://www.facebook.com/ANASduministere/)

DERNIÈRES DISPONIBILITÉS POUR CET ÉTÉ DANS NOS CENTRES ANAS !			
TARIFS À LA SEMAINE			
<b>ARCACHON</b> PISCINE CHAUFFÉE, SNACK-BAI DU SOUVENIR AU SOUVENIR ET DU SOUVENIR AU SOUVENIR TARIFS SELON PÉRIODE DE 300 À 500 € - 1 personne DE 400 À 600 € - 2 personnes DE 500 À 700 € - 3 personnes Réservation : 05 56 56 12 50 <a href="mailto:reservation@anas.fr">reservation@anas.fr</a>	<b>HYÈRES</b> JARDIN À LA PISCINE, LITZ PISCINE D'ÉTÉ DU SOUVENIR AU SOUVENIR ET DU SOUVENIR AU SOUVENIR TARIFS SELON PÉRIODE DE 50 À 80 €/PERSONNE Du 04 au 06 CROIS-POISSONNE Du 07 au 09 CROIS-POISSONNE Association : 04 94 58 00 55 <a href="mailto:spécial@anas.fr">spécial@anas.fr</a>	<b>TARRÈRES</b> LA PISCINE À PISCINE DU SOUVENIR AU SOUVENIR ET DU SOUVENIR AU SOUVENIR TARIFS SELON PÉRIODE DE 400 À 600 € - 1 personne DE 450 À 700 € - 2 personnes Réservation : 04 52 63 32 04 <a href="mailto:tarred@anas.fr">tarred@anas.fr</a>	<b>RIVÉRALES</b> LA PISCINE À PISCINE DU SOUVENIR AU SOUVENIR ET DU SOUVENIR AU SOUVENIR TARIFS SELON PÉRIODE DE 400 À 600 € - 1 personne DE 450 À 700 € - 2 personnes Réservation : 04 52 63 32 04 <a href="mailto:tarred@anas.fr">tarred@anas.fr</a>
<b>CANNES</b> LA PISCINE À PISCINE DU SOUVENIR AU SOUVENIR ET DU SOUVENIR AU SOUVENIR TARIFS SELON PÉRIODE DE 400 À 600 € - 1 personne DE 450 À 700 € - 2 personnes DE 500 À 700 € - 3 personnes Réservation : 04 52 63 32 04 <a href="mailto:tarred@anas.fr">tarred@anas.fr</a>	<b>MOUTIERS-EN-KETZ</b> LA PISCINE À PISCINE DU SOUVENIR AU SOUVENIR ET DU SOUVENIR AU SOUVENIR TARIFS SELON PÉRIODE DE 300 À 500 € - 1 personne DE 400 À 600 € - 2 personnes DE 500 À 700 € - 3 personnes Réservation : 02 45 62 92 45 <a href="mailto:tarred@anas.fr">tarred@anas.fr</a>	<b>ST-QUAY PORTRIEU</b> LA PISCINE À PISCINE DU SOUVENIR AU SOUVENIR ET DU SOUVENIR AU SOUVENIR TARIFS SELON PÉRIODE DE 200 À 300 € - 1 personne DE 300 À 400 € - 2 personnes DE 400 À 500 € - 3 personnes Réservation : 02 96 90 42 58 <a href="mailto:tarred@anas.fr">tarred@anas.fr</a>	<b>CAMBERS</b> LA PISCINE À PISCINE DU SOUVENIR AU SOUVENIR ET DU SOUVENIR AU SOUVENIR TARIFS SELON PÉRIODE DE 300 À 400 € - 1 personne DE 400 À 500 € - 2 personnes DE 500 À 700 € - 3 personnes Réservation : 02 96 90 42 58 <a href="mailto:tarred@anas.fr">tarred@anas.fr</a>

Cliquez sur l'image pour accéder aux dernières disponibilités de l'été dans les centres ANAS !



### > Du 19 au 23 juin, Semaine de la Qualité de vie au travail

Elle se déroulera sur le thème « Transitions et travail, on en parle ? »

Pour en savoir plus : <https://semaineqvct.anact.fr/>

Dans la continuité de cet événement national, la DRH/SDASAP, en lien avec la DRH/SDRF, proposera prochainement des journées QVT.

Vous en saurez plus dans la prochaine newsletter !

> **Mardi 27 juin 2023** > **Formation spécialisée du comité social d'administration de réseau des directions départementales interministérielles (FS CSAR DDI)** > Salle des Commissions à 14 h 30 - Immeuble Lumière - 40, av. des Terroirs de France - Paris 12<sup>e</sup>

> **Mardi 4 juillet 2023** > **Formation spécialisée du comité social d'administration de réseau des préfectures et des secrétariats généraux communs départementaux (FS CSAR Préfectures et SGCD)** > Salle des Commissions à 14 h 30 - Immeuble Lumière 40, av. des Terroirs de France - Paris 12<sup>e</sup>



## DÉPARTS/ARRIVÉES

### > Départs à la SDPAS/DRCPN



**Isabelle Guillamot**, adjointe à la cheffe du BPMEL, a rejoint la SDASAP/DRH en qualité de chargée de mission.

**Alain Diaz**, référent SST, assistant de prévention au BPQVT est parti à la retraite.

## Nutrition : manger de saison chaque mois !

Au-delà de leur impact écologique moindre (réduction des transports et des équipements nécessaires à leur conservation), la consommation des fruits et légumes de saison, c'est aussi de meilleurs apports nutritionnels, sans oublier le goût !

Pour en savoir plus :  
Site Santé publique France :  
[www.mangerbouger.fr](http://www.mangerbouger.fr)



Vous souhaitez bénéficier de plus de temps pour lire la lettre de l'action sociale chez vous ?

Vous partez en retraite et souhaitez continuer à suivre l'actualité du ministère de l'Intérieur avec la lettre d'action sociale et l'Acturetraite ?

**Une solution :** adressez-nous votre adresse électronique personnelle sur la boîte : [action.sociale@interieur.gouv.fr](mailto:action.sociale@interieur.gouv.fr) avec vos nom, prénom et votre position administrative [en activité ou en retraite].

Vous recevrez ainsi les lettres électroniques « Action sociale Infos » mensuelle et « Acturetraite » annuelle et serez informé(e) régulièrement de l'actualité sociale ministérielle et interministérielle.

# JE REPRENDS LE CONTRÔLE !

Pour être **aidé**, pour **s'informer**, contactez votre médecin de prévention.



Site Intranet de l'action sociale : [www.action.sociale.interieur.ader.gouv.fr](http://www.action.sociale.interieur.ader.gouv.fr)  
/ Réseaux / La médecine de prévention / L'organisation du réseau